

## LE CHEF DE L'ETAT

# "LE SURSAUT NATIONAL EST UNE ATTITUDE POSITIVE FACE AUX DEFIS"

Au seul du nouvel an, le chef de l'Etat, M. Abdou Diouf s'est adressé à la nation. Le président de la République, dans son message à la nation, a rappelé les principes généraux qui ont guidé et continuent de guider son action.

Il a également invité les Sénégalais à prendre davantage conscience d'une triple exigence qui conditionne son progrès, sa survie et sa force. Ces exigences ont nom : développement, unité nationale et démocratie.

Sénégalaises, Sénégalais,  
Hôtes étrangers qui vivez parmi nous,  
Je me réjouis, encore une fois, de l'agréable devoir de vous présenter, au seuil de l'année nouvelle, mes meilleurs vœux.

Je n'ai pas l'intention, toutefois, comme je le faisais les années passées, de vous parler des grands problèmes qui ont retenu notre attention et mobilisé nos énergies, durant l'année écoulée, ni des actions concrètes que nous avons menées pour essayer de les résoudre.

L'occasion m'a été donnée récemment de faire un large tour d'horizon. Je voudrais surtout vous rappeler les principes généraux, qui ont guidé et continuent de guider ces actions, et qui doivent permettre à la Nation de prendre davantage conscience d'une triple exigence, qui conditionne son progrès, sa survie et sa force dans ce monde traversé de turbulences, qui est le nôtre.

Ces exigences ont nom : **développement, unité nationale et démocratie.**

Voilà vingt-six ans que nous sommes tous engagés dans la bataille du **développement**, dans lequel tout espoir de vivre dans la prospérité, la paix, la justice et la démocratie est vain.

Nos efforts, comme vous le savez, dans le sens de la construction d'une économie solide et viable, se heurtent aux dures réalités de notre temps. C'est pourquoi, sans lassitude, avec le courage de Sisyphe et l'espoir qu'un jour, nous atteindrons les sommets désirés pour y rester, nous ne cessons de corriger les erreurs du passé, d'imaginer de nouvelles méthodes, de nouvelles stratégies capables de nous assurer un développement, auquel nous sommes condamnés pour ne pas périr.

C'est dans ce cadre précisément que, depuis 1984, mon gouvernement et moi avons mis au point un plan destiné à promouvoir de nouvelles politiques dans les secteurs-clés de notre économie, que sont : l'agriculture, l'industrie, l'éducation et la formation, la santé.

Quelles sont les philosophies qui inspirent et éclairent chacune de ces politiques ?

**La Nouvelle Politique agricole**, qui a pour objectif une promotion efficace et durable du monde rural, s'inspire du principe d'intégration responsable du producteur dans l'économie nationale.

Elle est une démarche de rupture radicale avec le passé, où, à force d'encadrer le paysan dans des structures inefficaces, mal conçues et coûteuses, on le transformait en spectateur impuissant de sa propre production, en assistant.

Désormais, il sera acteur, c'est-à-dire à la fois producteur et gestionnaire de sa production, grâce à de nouveaux mécanismes mis en place, que vous connaissez, tels que : la réforme du mouvement coopératif, le nouveau système d'approvisionnement du monde rural en facteurs de production, la lutte plus active contre les préda-

tions et l'intensification des actions phytosanitaires, l'incitation par des prix au producteur plus rémunérateurs, etc.

Cette politique privilégie également une approche intégrale de développement par filières précises de production, dans les trois directions prioritaires que sont l'auto-suffisance alimentaire, la création d'emplois et l'exportation.

Notre agriculture s'oriente désormais dans les trois directions prioritaires que sont l'auto-suffisance alimentaire, la création d'emplois et l'exportation. La Nouvelle Politique agricole, vous le voyez, n'est rien d'autre que la réhabilitation raisonnable, méthodique et progressive de notre agriculture, pour qu'elle joue son véritable rôle d'impulsion de l'ensemble de l'économie nationale.

Quant à la **Nouvelle Politique Industrielle**, elle obéit aussi à une philosophie de la rupture et de l'adaptation. Rupture d'avec un modèle industriel trop tourné vers la demande interne, massivement soutenu par l'Etat. Elle s'inscrit dans une dynamique du changement et de l'adaptation à un monde nouveau dominé par la technologie et la concurrence.

Son principe est dans l'option fondamentale de ce qu'il est convenu d'appeler le désengagement de l'Etat et le recul de son interventionnisme au profit du secteur privé. **Je dis bien, je ne dis pas retrait.** Car il s'agit d'un processus sélectif et progressif, d'une opération raisonnée, programmée secteur par secteur, où l'Etat prend en compte les intérêts des chefs d'entreprises, ceux des travailleurs et ceux de la Nation.

Vous savez les mesures qui ont été prises tout au long de l'année par le gouvernement et le parlement dans le cadre de la préparation méthodique des nouveaux paramètres de notre politique industrielle : modification du Code des douanes dans le sens de l'allègement et de l'incitation, définition de schémas d'exportation basés sur une production à haute valeur ajoutée, modification parallèle du mode de calcul de la prime à l'exportation, création de nouvelles filières de formation d'une main d'œuvre plus adaptée...

En somme, il s'agit, là aussi, de responsabiliser, d'impliquer davantage l'opérateur économique, d'en faire un entrepreneur dynamique, motivé, conscient de son rôle moteur dans tous les processus de notre économie.

Cela suppose, de la part de tous, beaucoup d'imagination et de courage, un goût certain du risque, beaucoup de volonté et d'opiniâtreté dans le travail. Je fais confiance à mon peuple qui a érigé, tout au long de son histoire, les vertus que voilà, en valeurs, qu'il convient d'actualiser et de dynamiser.

Mais le développement économique n'est pas une fin en soi. Il doit s'appuyer sur l'homme pour servir la société.

C'est conscient de cette relation dialectique que, depuis 1981, nous nous sommes attelés à la formation du nouvel homme sénégalais et à la projection d'une nouvelle société.

Vous savez l'importance que j'attache à la **Nouvelle Ecole sénégalaise**, depuis les Etats généraux de l'Education. Je vous en ai souvent parlé pour qu'il ne soit pas nécessaire d'y revenir dans les détails. Il me plaît seulement de rappeler ce que j'ai toujours dit, que mon gouvernement est décidé à mettre tout en œuvre pour construire une école réellement nouvelle, nationale, démocratique et populaire et pour introduire dans notre système éducatif les changements que le pays souhaite et qu'il a librement et démocratiquement exprimés. Cette œuvre historique se fera avec le sens de la mesure et de l'équilibre, avec le bon sens, le sens de la justice, et de l'équité, qui sont les vertus cardinales de notre peuple.

Notre Ecole sera nouvelle parce qu'elle sera une école de développement adaptée aux nouvelles exigences de notre économie en mutation.

Elle sera nouvelle parce qu'enracinée dans nos valeurs de civilisation et respectueuse de nos cultures propres, parce qu'ouverte à l'extérieur, ouverte sur le futur, et ouverte sur un monde qui concilie le savoir-faire avec le savoir-être.

Mais dans notre mystique du développement, l'homme n'est un facteur indispensable que dans la mesure où il possède une bonne santé.

C'est la raison pour laquelle, nous avons mis en place, faut-il le rappeler, une vigoureuse **politique de Santé** pour tous d'ici l'an 2000. J'ai eu l'occasion de m'étendre assez longuement, y a quelques jours, sur les actions et les plans que nous avons élaborés dans ce sens.

Qu'il me suffise de vous exhorter, encore une fois, à répondre de plus en plus nombreux à la campagne de vaccination en cours contre les maladies infantiles. Je sais qu'elle connaît déjà un certain succès, grâce notamment à la vigilance, à la générosité et à la conscience des femmes, qui ont répondu nombreuses et rapidement à l'appel qui leur a été lancé.

La société de demain, que nous sommes en train de bâtir, doit être avant tout une société saine. Notre capacité et nos espoirs de développement sont à ce prix.

Sénégalaises, Sénégalais,

La deuxième exigence que j'évoquais au début de ce message c'est l'**Unité nationale**.

Jetons un regard sur la carte du monde. Partout d'où montent les flammes de la guerre, nous voyons sans doute presque toujours deux pays qui s'affrontent, mais nous voyons souvent malheureusement ces flammes surgir de pays déchirés dans leur sein, de frères armés les uns contre les autres, animés de la haine qu'attisent les appétits égoïstes et les causes habituelles qui engendrent la rupture de l'unité nationale.

Or aucun développement ne peut se concevoir ni se faire dans le déchirement du tissu national, dans la désagrégation du pays.

Je voudrais donc, en ma qualité de garant de l'intégrité territoriale du pays, réaffirmer, avec force, ma détermination de ne jamais céder à l'aveuglement de la destabilisation, d'où qu'elle vienne.

Mais l'unité nationale ne se construit pas seulement de manière négative par le rejet de toute déchirure géographique. Elle est aussi un facteur d'ordre à la fois rationnel et affectif.

Il n'y a pas de **sursaut national** sans ce ressort inévitable qu'est le **sentiment national**, le sentiment d'appartenance à une communauté "bâtie" de fils et de filles qu'a tissés une longue histoire.

Or le Sénégal est une terre où les filles et les fils n'ont jamais cessé de se battre ensemble, unis fraternellement : contre la nature inclemente, contre les envahisseurs, contre les idéologies destructrices, contre le malheur. Tant de luttes, tant de sacrifices communs nous ont amenés à nous serrer, à nous serrer davantage les uns aux autres ; à consolider et à conforter notre **Unité** sans laquelle tout développement, tout progrès restent illusoirs.

C'est la raison pour laquelle je n'ai jamais cessé de vous appeler tous, à quelque horizon que vous apparteniez, à vous appuyer sur cet héritage de concorde nationale et de cohésion fraternelle, pour surmonter cliques et querelles, pesanteurs et préjugés, pour réaliser un sursaut collectif, qui sera révélateur de notre conscience nationale et civique, accélérateur de notre marche commune, renforcement de notre engagement et de notre détermination.

Le **sursaut national**, auquel je vous convie, est une attitude positive et ardente, face aux périls qui nous menacent de toutes parts ; il est une volonté d'action sans retard ; il est un regain de vigueur, d'énergie au service de la nation ; il est enfin le renoncement volontaire à la léthargie et à l'immobilisme, une lutte contre le temps. Car le développement s'inscrit dans le temps, mais les siècles n'auront plus ce sens, si nous ne voulons pas être la dernière roue de l'histoire.

Cette énergie nouvelle, que je vous demande de déployer au service exclusif de la nation et du peuple sénégalais, sur quoi doit-elle s'appuyer ?

Elle doit s'exercer sur le terrain concret des maux qui nous assaillent, des différents aspects de la crise qui mine nos efforts, qu'ils soient économiques, sociaux ou culturels.

Mes chers compatriotes, Ce sursaut national, qui commence à prendre forme n'est qu'un autre aspect de la politique démocratique et socialiste, que j'ai voulu mettre en œuvre depuis que vous m'avez investi de votre confiance.

Je ne reviens pas sur la genèse, ni sur les caractéristiques de cette démocratie pluraliste, que nous vivons aujourd'hui. Je voudrais seulement souligner que sa réussite réside dans sa valeur morale et l'application de cette valeur sur les territoires où s'exerce la liberté, qui est son corollaire obligé et congénital.

C'est dire qu'il convient que notre démocratie se refuse à toutes les mutilations, sur lesquelles s'édifient son contraire, c'est-à-dire le totalitarisme, la tyrannie ou l'anarchie.

Notre démocratie est si totale, si entière, si pleine, qu'elle commence d'être menacée par certaines perversions de l'esprit de liberté, que j'appellerai les pressions de la **Rumeur**, la rumeur, avec ses connotations de confusion et de légèreté.

La rumeur est un des facteurs les plus importants de la dégénérescence de la démocratie, elle est aussi un facteur de désintégration sociale. Lorsque la passion de soi et l'intérêt personnel sont élevés au-dessus de la raison et de l'intérêt général, lorsque la liberté, que l'on tient de la démocratie devient

licence, lorsque l'instrument de notre progrès le pas sur la générosité et le sentiment de la solidarité, lorsque l'insatiable appétit de quelques-uns usurpe l'autorité du plus grand nombre, toute société se désagrège dans la rumeur, et la démocratie dégénère.

Il est une autre menace, qui pèse sur notre démocratie : c'est la confusion et l'engorgement qui veulent saper notre attachement à la **laïcité**.

Or la laïcité est un des acquis fondamentaux de notre peuple, inscrit dans son histoire, dans ses pratiques, dans sa manière de vivre. La laïcité est une option irréversible de notre démocratie. Elle est inscrite dans le titre premier, article premier de notre Constitution qui stipule : « **La République du Sénégal est laïque, démocratique et sociale, elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens, sans distinction d'origine, de race, de sexe, de religion. Elle respecte toutes les croyances.** » (Fin de citation).

L'Etat n'est donc au service d'aucune confession religieuse. Neutre entre les religions, elle admet et garantit tous les cultes et notre Constitution encore, en son article 19, Titre II, garantit à tous « **la liberté de conscience, la profession et la pratique libre de la religion.** »

Faut-il rappeler que cette option est tout à fait conforme aux vertus de tolérance, de dialogue, de convivialité de notre peuple, à son génie ?

Ainsi l'homme sénégalais a-t-il le droit d'appartenir à toutes les communautés d'ordre moral, culturel, spirituel, qui permettent le développement de sa personne. Mais alors, il faut accepter, du même coup, et résoudre, dans le respect et la bonne foi, les difficultés d'ajustement que suscite un univers social, moral et spirituel aussi multiple et contrasté. Notre laïcité doit justement promouvoir, grâce à ces efforts de tous, la paix de la cohabitation et de la fraternité humaine.

Sénégalaises, Sénégalais,

Je vous ai parlé des trois exigences qui conditionnent notre survie dans un monde troublé et de plus en plus dévorant : le développement, l'unité nationale et la démocratie.

Ce n'est ni la première, ni la dernière fois que je vous en parlerai. Car le propre de la parole politique est d'être répétitive dans sa tentative obstinée de faire face à tous les défis, à tous les périls. Partant, il ne convient pas de se taire, ni d'oublier. Un discours, qui se propose de conjurer les démons de la pauvreté, de la désintégration nationale, du totalitarisme ne doit pas se juger vain. Au contraire, il doit célébrer la supériorité de la parole, si faible soit-elle, sur les désordres et les menaces du monde. Et la démocratie ne serait rien, en définitive, que la foi dans la puissance des mots, qui proclament sans cesse, contre tous les désordres de l'univers, l'ordre et la vertu de la démocratie inséparables de l'action nécessaire pour le progrès, dans la justice, la vérité et la liberté.

Sénégalaises, Sénégalais,

Hôtes étrangers qui vivez parmi nous, Je vous présente à tous, à vous tous, mes vœux les plus ardents de bonheur et de prospérité pour vous et vos familles.

Je souhaite que 1987 soit l'année du travail bien accompli, de l'unité et de la solidarité nationales, de la concorde et de la fraternité.

Devenir !

